

GRECE Après la victoire de Syriza aux législatives dimanche

Les bravos européens avant le bras de fer

Aujourd'hui commence le plus dur : l'application des mesures d'austérité acceptées à contrecœur par le Premier ministre Alexis Tsipras, dans une Europe où la gauche reprend des couleurs.



Alexis Tsipras saluant ses partisans dimanche soir, à Athènes. AFP

Acroire qu'ils se sont donné le mot : les dirigeants européens ont tous salué hier la victoire d'Alexis Tsipras – le même que beaucoup décriaient il y a peu en gauche inexpérimenté... Mais ce revirement, dicté par le pragmatisme, ne signifie pas que l'avenir soit sans nuage.

Pragmatisme obligé

Cette victoire donne « une raison d'espérer », a ainsi déclaré le commissaire européen à l'euro, le letton Valdis Dombrovskis, qui a bataillé des mois durant contre toute concession à la Grèce. Même satisfection en Allemagne, où l'on affirme la volonté de « travailler étroitement et en partenariat avec le gouvernement grec ».

Le pragmatisme commande : les chefs d'Etat et de gouvernement européens entérinent la légitimité renouvelée dans les urnes de leur pair. Ils notent aussi que le gouvernement Tsipras II est allégé des éléments les plus hostiles à l'euro, avec l'échec de l'alliance populaire rallié par l'ancien ministre Yanis Varoufakis.

Mais le plus dur commence : appliquer l'accord du 13 juillet et le Mémorandum de 32 pages de douloureuses mesures pour les retraités ou les agriculteurs grecs. « J'assume la responsabilité d'un texte auquel je ne crois pas », déclarait Alexis Tsipras, l'encre de sa signature à peine séchée... Il a dit durant la campagne son espoir d'en faire bouger les lignes. Mais le porte-parole de la chancellerie allemande a hîtier clair : l'accord « reste totalement valable ».

En attendant la dette

L'ambiguïté ne pourra durer. D'autant que le début d'application du Mémorandum conditionne l'ouverture de la discussion sur l'effacement de fait d'une partie de la dette grecque (170 % du PIB), objectif premier d'Alexis Tsipras depuis janvier.

« L'Europe doit entendre le message des Grecs », s'est réjoui dimanche soir François Hollande. Le président français veut engager le Premier ministre grec dans sa bataille pour la « réorientation » de l'Europe plus à gauche – avec sa propre réélection en ligne de

mire. Le message grec a déjà été entendu au Portugal, qui renouvelle son parlement le 4 octobre, et en Espagne où Podemos (gauche anti-austérité) espère imiter Syriza aux législatives de cet hiver.

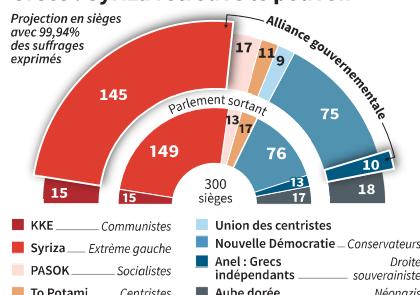
Ce possible renforcement du camp de gauche, dans une Union nettement dominée par les conservateurs et libéraux de droite, interviendrait à un moment sensible : le lancement du débat sur la réforme

de la zone euro, sur fond de reprise économique en pointillée.

Mais on en saura sans doute plus le 7 octobre sur la redistribution des cartes entraînée par le scrutin grec : Angela Merkel et François Hollande feront une intervention commune devant le parlement européen à Strasbourg, manière de fixer le cap (lire également en page 15). ■

FRANCIS BROCHET

Grèce : Syriza retrouve le pouvoir



QUESTIONS À

« Une bonne nouvelle pour l'UE »

Yves Bertoncini
Directeur de l'Institut Jacques Delors

La victoire de Syriza est-elle une bonne nouvelle pour l'Europe ?

Oui, car elle permet de clore le psychodrame politique commencé avec son élection. Tsipras a maintenant un mandat pour rompre avec la Grèce des quarante dernières années : la corruption, la fraude fiscale, le népotisme, l'Etat trop faible... Et c'est une bonne nouvelle pour l'Europe, car si le Mémorandum contient des mesures d'austérité, il soutient aussi des mesures de modernité.

Tsipras annonce « un gouvernement de combat »...

Il peut être tenté par un nouveau défi à ses créanciers, mais il a déjà perdu une bataille importante. Le problème de la Grèce, c'est de

faire des réformes suffisamment crédibles afin de pouvoir retourner se financer sur les marchés.

L'Europe est divisée sur la Grèce, maintenant face aux réfugiés...

A risque d'un éclatement ?

On parle il y a trente ans d'eurosclérose, d'une Europe qui ne bougeait plus. Aujourd'hui, nous sommes dans l'euroscoliose : c'est une crise de croissance qui touche la colonne vertébrale, les fondamentaux : l'euro, la libre circulation... Cela plie, sans rompre sur l'euro. Ça va plier sur les réfugiés, ça va faire mal, mais je pense qu'on évitera la rupture. Mais ça va laisser des traces, entre dirigeants et dans les opinions publiques, après ce spectacle affligeant de chefs d'Etat et



de gouvernement jouant les pompiers de crise en crise, de sommet en sommet... La crise des réfugiés donne l'impression de n'être pas sous contrôle, pendant que des gens meurent : il y a un déficit d'unité, mais surtout un déficit d'efficacité. L'Europe manque d'architectes.

REÇUILLI PAR FRANCIS BROCHET

L'ÉDITORIAL
de Dominique Jung

Jeux de rôles

Jadis, les acteurs des tragédies grecques enfilaient des masques aux traits accentués, qui situaient les rôles au premier coup d'œil. Cette codification serait bien utile pour comprendre le très mouvant scénario grec, le Tsipras de septembre n'étant plus le rebelle incandescent de janvier. Cet hiver, il portait le masque du matamore renversant les tables ; aujourd'hui, le voilà prêt à s'asseoir à la table des négociations.

Faut-il pour cela lui imposer le masque du traître ? Non, car le scrutin de dimanche était justement là pour évacuer cette infamie. Alexis Tsipras est à la fois acteur et scénariste : en faisant parler les urnes, il a réécrit la pièce, où il s'assigne un rôle moins vociférant.

Cette métamorphose repose sur deux relégations.

La première touche les frondeurs du parti Syriza, attachés aux virulences initiales et hostiles aux compromis passés avec l'Union européenne. Devenus dissidents, ils n'ont pas su convaincre l'électeur : pas assez de voix, ils ne joueront pas au Parlement. Ainsi Tsipras trouve-t-il une nouvelle virginité politique tout en se dotant d'une appréciable liberté de mouvements. Chacun sait qu'il a changé son fusil d'épaule, mais il ne fait pas les frais de cette volte-face. Bravo l'artiste !

La seconde relégation concerne les conservateurs, cantonnés aux seconds rôles. L'électeur ne veut pas du retour des caciques de la droite grecque, englués dans leurs mauvaises habitudes et responsables de trop de maux. À eux les masques fanés des vieillards.

Tsipras peut-il alors arborer le masque glorieux du triomphateur ? Pas vraiment.

Il doit maintenant se transporter sur une autre scène, à Bruxelles, et donner la réplique à 27 États de l'Union européenne qui ne veulent pas être les dindons de la farce. Pour Tsipras, la partie grecque n'était au fond qu'un prologue, histoire de faire donner les chœurs, avant le grand solo sur lequel tout sera jugé. ■

EUROPE

Un nouveau président pour la CEDH

La Cour européenne des droits de l'homme, en formation plénière, a élu hier son nouveau président, Guido Raimondi (Italie). Son mandat débutera le 1^{er} novembre 2015. Il succédera à Dean Spielmann (Luxembourg). Né en 1953 à Naples, Guido Raimondi est juge à la CEDH depuis le 5 mai 2010, vice-président de la Cour et président de Section depuis le 1^{er} novembre 2012.

CHINE

Apple infecté par un virus

Apple, réputé pour la sécurité de ses applications, a pourtant dû en retirer des centaines, utilisées par des millions de Chinois, de son App Store après l'introduction d'un virus. Un revers pour le géant américain qui met en vente ce vendredi deux nouveaux modèles d'iPhone. « C'est la plus vaste et importante propagation d'un logiciel malveillant dans l'histoire de l'App Store d'Apple », a estimé l'organisation Greatfire.org, qui lutte contre la censure et suit les restrictions imposées sur internet en Chine.

ALLEMAGNE



Travaux suspendus à l'aéroport de Berlin

L'aéroport international de Berlin a dû suspendre ses travaux hier à cause d'un coût trop lourd. La reprise des travaux dépendra d'inspections techniques, pas encore programmées. L'impact de ce nouvel incident sur la date d'ouverture du bâtiment, fixée à fin 2017 avec déjà 5 ans de retard, n'est pas encore connu. Ce problème constitue le dernier épisode en date d'une saga qui concerne les Allemands depuis des années, à mesure que le budget de construction de l'aéroport Berlin-Brandebourg (BER) triplait par rapport aux projections initiales, de 1,7 à plus de 5 milliards d'euros.